



Forum des Organisations de la Société Civile au Mali

DECLARATION DU FORUM DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

Suite à la situation survenue dans la nuit du 21 mars 2012 à Bamako et dans les régions, le Forum des Organisations de la Société Civile au Mali s'est réuni à son siège.

Après analyse et examen de la situation, le Forum des Organisations de la Société Civile condamne par principe toutes les formes de coup de force pour le règlement des problèmes de la nation malienne. Aussi, le Forum des Organisations de la Société Civile prend acte de la déclaration du CNRDR du 22 mars 2012 notamment en ces points:

- La mise en place d'un Gouvernement inclusif d'union nationale qui sera constitué après consultation de toutes les forces vives ;
- La non confiscation du pouvoir ;
- La restauration de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire ;
- L'engagement à travailler avec toutes les forces vives de la nation sans aucune distinction;

Toutefois, le Forum des Organisations de la Société Civile :

Considérant que :

- Le Mali, notre chère patrie, fait l'objet d'une agression violente de groupes armés avec des visions déclarées de sécessionnisme dans sa partie septentrionale et centrale,
- La complexité de cette crise et la diversité des acteurs impliqués rendent difficile sa résolution ;
- Il y a un malaise profond de l'ensemble des maliens face à cette crise et une faible lisibilité des dispositions de son règlement définitif ;
- La crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire affecte une grande partie du pays ;
- La crise scolaire et universitaire perdure;
- La situation sécuritaire dans le Nord/Centre du pays et l'état actuel du fichier électoral ne permettraient pas l'organisation d'une élection crédible et dans le même temps la préoccupation essentielle de la plupart des acteurs politiques demeurerait l'accès au pouvoir et tout de suite ;
- L'armée nationale rencontre des difficultés évidentes dans sa lutte pour la préservation de l'unité et de l'intégrité du pays ;
- La préservation de l'honneur du peuple malien et la défense de l'intégrité du territoire national relèvent exclusivement de l'armée malienne ;
- Le soutien massif des populations manifesté à l'endroit de leur armée est l'expression de l'attachement à la souveraineté nationale et non l'expression d'une œuvre de bienfaisance ;
- Les populations éprouvent une inquiétude grandissante pour la préservation de leur sécurité et de leurs biens ;

- Une offre de paix à l'état actuel de la situation pourrait être perçue comme une capitulation par les populations.

Le Forum des Organisations de la Société Civile propose aux Autorités Nationales:

1. Le rétablissement de l'ordre constitutionnel normal;
2. La mise en place d'un gouvernement de mission restreint, à caractère d'union nationale, doté de pouvoirs conséquents, pour mener à bien les quatre missions prioritaires suivantes :
 - la sauvegarde de la souveraineté nationale, de l'intégrité du territoire et de l'unité du pays ;
 - La préparation et l'organisation d'assises nationales sur la citoyenneté, la gouvernance et le développement durable du Mali ;
 - la préparation et l'organisation des élections générales crédibles dans la même année (présidentielle, législatives et municipales) sur la base du fichier RAVEC finalisé et fiable;
 - le renforcement de l'application des textes de la décentralisation et des principes de la bonne gouvernance avec un focus sur la gestion des finances publiques et l'administration de la justice (intensification de la lutte contre la délinquance financière et la corruption) ;
3. L'audit public de tous les Ministères, les services publics, les programmes et projets de développement du pays ;
4. La suspension du processus de réorganisation territoriale en cours ;
5. La réallocation des ressources budgétaires du pays pour faire face aux missions retenues ;
6. La mise en place des mesures et des dispositifs visant à réduire l'incidence de la crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire d'une part et d'autre part à relancer qualitativement le système scolaire et universitaire.

Ce faisant, tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés, le Forum des Organisations de la Société Civile s'incline devant la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires et invite le CNRDR à veiller au respect des droits et libertés individuels et collectifs.

Enfin, le Forum des Organisations de la Société Civile reste disponible à accompagner toutes les initiatives nationales pour la mise en œuvre des présentes propositions.

Fait à Bamako, le 22 mars 2012.

Le Président

Adama Diakité